

RAPPORT D'EVALUATION MULTISECTORIELLE A BENI Du 06 /01/ 2021

Participants : 35 partenaires

(DRC, IRC, NRC, OXFAM, ASDI, AIDES, AHADI-R.D. Congo, DIVAS, DIVIGENRE, PROTECTION CIVILE, SAFDF, CEFIDI, WORLD VISION, MAVUNO, CROIX ROUGE, PAF AFRICA, CADIDHO, FAEVI, CEJ, MAPDA, OIM, CCRA, HEAL ,AFRICA, SOCOAC, RACOF, UHS, UEJP, ADESSE,, AJVED, ACOPE, EADEV, CEPROSSAN, PAM, PPSSP, UNICEF, et UNHCR)

Localité : BENI



Menages dans vivent dans les écoles a Bungulu

Contexte et justification :

Au cours du mois de decembre , le territoire de Beni a enregistré plusieurs incidents sécuritaires liés aux incursions à répétition des éléments présumés ADF, Allies democratic forces, dans les grandes agglomérations du secteur de Ruwenzori, Zone de santé de Mutwanga en territoire de Beni ont déversé plus de 80% de la population de ces entités dans la ville de Beni. Il s'agit des villages de Halungupa, Loselose, Makisabo, Ndoma, Vwerere, Kinyambaore, Kanzanza, Manzalao, Kanana, Mabule, Mihembe, Loulo, Mwenda, Bulongo, Nzenga et même Mutwanga le chef-lieu du secteur et environs.

La ville de Beni a été un des lieux de prédilection de beaucoup de ménages à la recherche d'une terre d'asile sécurisée. D'autres agglomérations, outre la ville de Beni, ont accueilli des personnes déplacées internes fuyant les menaces sécuritaires et le carnage perpétré par les présumés ADF. Suite à l'arrivée de ces populations OCHA a créé une alerte ethools 3736.

En outre, à la demande des autorités urbaines, il a été demandé l'aide des humanitaires pour répondre aux besoins de ces personnes. C'est ainsi qu'une évaluation multisectorielle a été initiée dans la ville de Beni afin d'identifier les besoins humanitaires et les problèmes de protection

Situation sécuritaire :

Les autorités communales ainsi que les personnes déplacées rencontrées estiment que la situation sécuritaire dans leurs communes urbaines sont relativement calme, bien qu'imprévisible. La sécurité est assurée par les militaires FARDC et la PNC. Les patrouilles sont régulièrement organisées dans la zone pour rassurer la population. Toutefois dans les communautés affirment que la situation sécuritaire demeure critique dans les quartiers périphériques tels que Luhahemba et Rwangoma

Mouvement de populations :

Il a été rapporté la présence d'environ 12000 ménages déplacés en ville de BENI, jusqu'à la date 4 janvier avant l'évaluation multisectorielle. (Source MAIRE de la ville, protection civile.)

Provenance

Situation de protection :

Plusieurs incidents de protection ont été rapportés par les déplacés lors du focus et certains sont analysés :

Présence d'au moins 3 barrières le long de la route entre la zone de santé de Mutwanga et de Beni où les PDI doivent payer les frais de passage en plus de frais de transport déjà payé. Le montant équivaut entre 500FC à 1000fr (Pont Semuliki, PK 5 appelé communément Nyaleke)

La promiscuité dans les familles d'accueil pourrait poser des problèmes de conflit dans ces dernières et engendré un problème de cohabitation pacifique. Elle peut aussi créer les risques de viols sur les femmes et les jeunes filles, le risque de contamination en cas de maladie surtout en cette période de COVID-19.

Certains PDI ont vécu des situations traumatisantes au cours de la période de déplacement et ont vécu des violences extrêmes et se sentent très affectés par cette situation. Une stigmatisation signalée par 60% avec pour conséquence stress psychologique (les personnes déplacées sont souvent indexées par les autochtones ou par les ménages d'accueil), d'où le besoin d'une assistance psychosociale.

Des cas de violences basées sur le genre (VBG) environ 12 Cas) ont été rapportés >Il s'agit essentiellement des cas d'exploitation et abus sexuels. **Pour exemple : cas d'une fille au Quartier Malepe qui a été abusée sexuellement par un jeune garçon et après l'avoir sous logée pendant 2 jours.) et le manque d'accès aux services de prise en charge.** Notons que les déplacés internes ne sont pas forcément au courant des différents services disponibles y incluant les réponses aux cas de VBG et les structures communautaires de protection en dehors du comité des déplacés qui les a accueillis.

Certains déplacés présentent des signes de détresses psychosociales et sont dans le besoin d'une assistance psychosociale aussi bien pour eux que pour leurs enfants. Il a été signalé la limite d'accès aux services sociaux de base (avec un pouvoir d'achat limité, ils sont limités d'accéder à l'eau et la santé- Refus des autochtones aux déplacés de puiser de l'eau gratuitement et avec des casseroles.

Des d'extorsion des biens lors de déplacement dans la zone de déplacement à la zone d'accueil par des éléments en armes ont été rapportés lors des entretiens.

Le risque de la justice populaire sur les déplacés ne connaissant pas la ville de Beni (Cas des déplacés voulant se diriger à Biakato, Mais ayant été abandonné sur la route par un taximen, ils ont été menacés par les populations voulant les lâcher faute de les avoir considérés comme des ADF ne connaissant pas où ils se dirigeaient.

Quant au sexe de survie, les déplacés n'en doutent pas mais ne savent estimer l'ampleur

Protection de l'enfance

Les structures communautaires (mécanisme) de protection de l'enfant comme le RECOPE, les espaces amis d'enfants (EAE), existent dans les communes mais à un nombre insuffisant, par rapport à la grandeur de la zone et la population. Les activités de protection de l'enfant sont organisées par le partenaire DRC (créatives, récréatives) par les animateurs des EAE.

Toutefois, un certain nombre des PDIs ont affirmé n'avoir pas d'information sur le mécanisme de coordination et de protection de l'enfance dans les 4 communes de la ville de Beni.

Ce mécanisme mérite un renforcement et redynamisation partant de la population cible en ville de Beni.

Les personnes interrogées ont signalé la présence élevée de 104 enfants séparés et 19 non accompagnés. Cette séparation entre les enfants et leurs parents a eu lieu lors du déplacement provoqué par les incursions des présumés ADF dans les zones d'origine (Loselose, Bulongo, Nzenga, Mwuanda). Ces enfants vivent dans des familles d'accueil. Selon les déplacés, il existerait dans certains ménages des déplacés des enfants sortis des groupes armés et que certains seraient déjà arrivés à Beni Ville et sont cachés au sein des communautés.

On note aussi quelques cas de VBG ou des enfants à risque de VBG (sexe de survie surtout pour les filles).

Le risque de non-réintégration des écoliers en provenance de la zone de santé de Mutwanga. En outre le risque des salles de classes pléthoriques lors de la rentrée scolaire vu qu'avec la gratuité scolaire, les salles des classes sont déjà pléthoriques

Tous les enfants ont affirmé et soutenu qu'ils sont privés de leurs droits à une bonne alimentation en qualité et en quantité, à un logement décent, à l'habillement et aux soins hygiéniques. Ils ont avoué faire face à des difficultés d'avoir à manger, certains enfants dorment à même le sol ou parfois sur un carton ramassé ou un sac vide, Ils sont concentrés dans des petites pièces où ils peuvent se retrouver jusqu'à 10 personnes parfois dans une chambre.

Cohabitation pacifique

La cohabitation pacifique, est pour le moment bonne entre les déplacés nouvellement arrivés et les familles d'accueil même si certains déplacés avaient préféré chercher des maisons de location selon la taille de leurs ménages en vue de décongestionner le nombre important de personnes accueillies par les populations résidentes mais aussi pour éviter de problème de coexistence pacifique qui pourrait surgir plus tard avec le tarissement des vivres.

ABRIS

Il ressort que la grande majorité des personnes déplacées internes (PDIs) vivent dans des familles d'accueils, dans une grande promiscuité et dans des conditions de logement déplorables, susceptibles de favoriser des risques de protection et la propagation de maladies, près de 71 ménages de 426

personnes dorment à la belle étoile (églises, écoles chantiers inachevés) sont bénéficiaires des abris accordés par les bienfaiteurs locaux et les responsables des familles d'accueil qui ont des parcelles propres. Pour certains déplacés dans des maisons de location, il s'est observé aussi une certaine hausse de prix de loyer.

Toutefois il serait judicieux de plaider auprès des autorités locales et notabilités de la place afin d'obtenir l'espace dans les familles d'accueil pour la construction des abris pouvant abriter ces nouveaux arrivants.

SECURITE ALIMENTAIRE

D'après les différentes déclarations, les déplacés sont arrivés en ville de Beni à partir du 20 décembre 2020 et continuent à arriver par vagues. Ils ont été forcés de quitter leurs zones et ont abandonné champs, élevages et autres activités économiques (commerces) pour sauver leurs vies des massacres perpétrés par des présumés ADF. Ils disent ne pas être prêts de rentrer dans leur zone de provenance avant que ladite zone ne soit pacifiée par le pouvoir public.

1. ACCES A L'ALIMENTATION

Les principales activités ou sources de revenus sont :

- Avant le déplacement : Production agricole et maraichère (principalement cacao), Production animale (principalement le petit bétail), le commerce des produits vivriers et produits divers.
- Aujourd'hui en déplacement : aucune activité génératrice des revenus.

En déplacement, pendant les 7 derniers jours, 70% de ménages consomment des tubercules, les bananes plantains accompagnés par des feuilles de manioc comme légumes.

Selon eux, ils obtiennent cette nourriture d'une part par donation (charité des ménages voisins au ménage d'accueil), soit par les familles d'accueil ainsi que de la mendicité.

2. ACTIVITES PRATIQUEES

Selon les déclarations des uns et des autres, voici les différentes activités pratiquées :

Activités	Effectif		Revenu avant déplacement	Revenu maintenant
Agriculture			80%	
Elevage			10%	
Petit commerce			10%	
Autre : Charité, dons des				80%
Travail journalier				20%

Observation : d'après les déclarations de 100% des participants, aucune intervention humanitaire n'a été organisée en faveur des déplacés de la vague concernée jusqu'à présent (en la date de l'ERM).

3. MOYENS DE SUBSISTANCE

Dans la zone de déplacement, 100% n'ont pas d'activité ou de moyens de subsistance. Hormis les petites quantités des vivres qu'ils ont amenés avec eux lors de leur déplacement, ils vivent des dons et aides des amis et membres de familles et/ou des voisins de bonne volonté. Leur déplacement a arrêté leurs activités agricoles, élevage, leurs commerces et autres activités génératrices de revenus.

Avant le déplacement, les enfants consommaient en moyenne trois repas par jour. En déplacement, les enfants et les adultes consomment difficilement un repas par jour.

Avant déplacement, en moyenne, les hommes, les femmes et les jeunes produisaient 50 000 FC par semaine. Après déplacement, les hommes et femmes produisent difficilement 5 000FC alors que les jeunes ne produisent rien jusqu'à présent.

4. ECHELLE D'INSECURITE ALIMENTAIRE

100% de ménages ont déclaré ne plus avoir de nourriture dans leurs ménages par manque d'argent. Par voie de conséquence, 100% des membres de ménages se couchent sans s'être rassasiés. 100% de participants ont déclaré avoir au moins un membre de ménage qui a passé 24 heures sans manger.

5. STRATEGIES DE SURVIE

Eu égard à ce qui précède, les personnes déplacées éprouvent beaucoup de difficultés pour accéder à la nourriture. Ainsi, sur base de la consommation alimentaire, 100% de participants ont déclaré avoir réduit le nombre des repas pendant les 7 derniers jours, ont emprunté de la nourriture au moins 1 fois pendant les 7 derniers jours, se sont rabattus sur les aliments non préférés puisqu'il n'y avait pas d'argent pour s'acheter de la nourriture.

Sur base des moyens de subsistance : 70% de participants (PDI), ont déclaré avoir vendu les actifs domestiques tel que radio, téléphone, etc ; ont consommé leur épargne ; ont vendu leur actif productif tel que moto taxi, chèvre, biens de commerce, et ont consommé pour la plupart leurs semences qu'ils comptaient semer la saison prochaine (février 2021).

6. SCORE DE DIVERSITE ALIMENTAIRE

D'après les différentes déclarations, le score de diversité alimentaire est pauvre. 80% de participants ont déclaré que la ration alimentaire des enfants de 0 à 59 mois est principalement constituée des graines, des racines et des tubercules. Cela par défaut d'argent pour se procurer de la nourriture de choix.

SANTE

S'agissant de la sante, les déplacés ont souligné un certain nombre de problèmes qui se présente comme suit :

Les déplacés accèdent difficilement aux soins avec l'absence des partenaires d'appui aux soins de santé primaire faisant que ces derniers soient payants pour tout malade/ patient ; le système de recouvrement des coûts pour les malades (déplacés et autochtones) au tarif variant entre 3,5 à 10\$ pour les soins ambulatoires, de 10 à 15\$ pour les soins en observation et de 10 à 20\$ pour l'accouchement. Ce qui est trop cher par rapport au pouvoir d'achat de la population déplacée et autochtone qui constitue les familles d'accueil ;

Pas des effectifs des déplacés bien connus (dénombrement);

Présence des déplacés qui pèsent sur la charge du travail au sein des FOSA évaluées ;

Capacité d'accueil des malades trop insuffisante à cause de la retenue des malades insolubles (IDP) dans les services à cause d'insolvabilité ;

Rupture de certains médicaments traceurs comme : Artésunate+Amodiaquine, cotrimoxazole, Zinc, SRO, Diazepam injectable, ... ce qui joue sur la qualité des soins ;

Présence de certains enfants non complètement/correctement vaccinés (déperdition des vaccins à cause de la récupération des enfants) ;

Faible taux d'utilisation des services des soins de santé depuis novembre 2020 à cause du désengagement des acteurs après la riposte MVE ;

Cas de GBV rapportés et la plupart des cas de SVS consultent au-delà de 72 heures **WASH**

Problématique d'accès à l'eau

Eau payante aux bornes fontaines de la Regideso au prix de

50Fc par bidon aux bornes fontaines publics

100Fc pour 3 bidons aux puits traditionnels privés

Les sources simples aménagées dans le bas fond sont très sollicitées dans les quartiers où elles sont présentes mais il se fait que la queue et les bagarres soient la cause pour les autres ménages de ne pas y accéder et préfèrent utiliser l'eau de la rivière bien que se trouvant à distance

La queue autour des sources d'eau se trouvant dans le bas fond ne permet pas aux femmes et jeunes filles d'attendre longtemps et sont obligées de recourir aux sources non aménagées pourvus qu'elles aient de l'eau peu importe la qualité

Coût d'achat de l'eau élevé pour les familles ayant accueillis les IDP's (Si ce ménage utilisait 3 bidons par jour le coût est multiplié par 5 suivant le nombre de personnes dans la parcelle)

Accès à l'assainissement dans la communauté

Demande élevée des ouvrages d'assainissement

Plus de 25 personnes pour une porte latrine familiale dans certains ménages (IDP's + autochtone)

Conflits entre les ménages d'accueils et IDP's pour l'utilisation des latrines dans la même parcelle par crainte que les latrines ne se remplissent pas vite

Conflits pour les femmes autour des douches familiales qui sont presque aussi inexistantes dans les quartiers d'accueils

Faible couverture des trous à ordures avec comme conséquence conflits entre ménages IDP's et ménages d'accueils partageant la même parcelle

Accès aux Ustensiles de stockage d'eau

- Insuffisance des matériels de puisage et stockage d'eau dans les ménages ayant accueillis les IDP's
- Ayant tout abandonné, les IDP's utilisent les seaux, casserole, bassin plastique de faible capacité pour le puisage et stockage d'eau
- Plus d'1 tour à la recherche de l'eau avec les récipients de faible capacité
- Prêt des matériels pour le puisage et stockage de l'eau pour certains ménages IDP's

Aspects liés à l'hygiène corporelle, vestimentaire et autres

- Difficulté d'accéder au savon pour la lessive, lavage des mains et autres besoins domestiques
- Faute des matériels de puisage et de stockage, difficulté d'avoir une quantité suffisante de l'eau pour les bains (femmes-maris et enfant). Le peu d'eau recueilli sert pour la cuisson

Conflit entre les ménages d'accueils et IDP's sur l'usage de savon pour ceux partageant la même parcelle

Besoins urgents exprimés par les déplacés internes

- ❖ Besoin urgent en abris en vue de se protéger contre les intempéries et la promiscuité
- ❖ Besoin urgent en vivres et non vivres ;

- ❖ Assistance/Appui en CASH inconditionnel, chose, qui les aiderait à subvenir à leurs besoins bien diversifiés
- ❖ Besoin des habits pour les enfants, les femmes et les hommes ;
- ❖ Besoin de kits wash
- ❖ Besoin des médicaments et prise en charge sanitaire gratuite en cas de maladie ;
- ❖ Besoin de l'éducation pour les enfants déplacés ;
- ❖ Mise en place des activités de prise en charge psychosociale des enfants : écoute, jeux de société, etc.
- ❖ Développement d'un programme IDTR (Identification, Documentation, Tracing et Réunification familiale) à faveur des enfants en situation de séparation familiale (ENA et ES),
- ❖ Appui spécial aux filles adolescentes avec des kits de dignité,

Recommandations

Protection

Renforcer la réponse pour la prise en charge holistique des survivantes des VBG,

Assurer la prise en charge des ES/et ENA, à travers l'IDTR

Organiser les activités d'appui psychosocial dans les 4 communes

Mettre en place un mécanisme communautaire de protection de l'enfance

Distribuer les kits de dignité aux filles et femmes en âges de procréer

SECAL :

Organiser des distributions en vivres, ou de CASH inconditionnel aux déplacés pour subvenir à leurs besoins.

Mener une enquête de vulnérabilité en sécurité alimentaire aux nouveaux ménages déplacés avant l'intervention des partenaires (PAM, PAF AFRICA etc.)

Relance de petit élevage par la distribution des géniteurs

Assistance en outils aratoires et semences aux anciens déplacés et famille d'accueil

Santé et Nutrition :

Mobiliser des partenaires pour assurer la prise en charge gratuite des soins médicaux

Abris/AME :

Positionnement des acteurs en Abris et AME, pour assister ces déplacés, afin d'améliorer leurs conditions de logement

Désengorger des familles d'accueils en octroyant des abris transitionnels des PDIs dans les familles d'accueils.

WASH

Connecter les sites de regroupement au système de la Regideso

Mettre en place le système de pompage et traitement des eaux de la rivière dans les quartiers non alimentés par la Regideso avec les bladers connectés aux rampes de distribution dans différents quartiers ;

Pour les quartiers n'ayant que la seule possibilité les sources dans le bas fond, assurer l'accès gratuit à l'eau moyennant un système de jeton d'accès à l'eau de la Regideso;

Construire 1 bloc de latrine et douche de 2 portes afin de désengorger les familles IDP's et d'accueils

Construire des latrines et des douches communautaires d'urgence dans les familles d'accueil (quartiers périphériques)

Disponibiliser les dispositifs de lavage des mains aux cotés des latrines

Construire les trous à ordures pour la Gestion des déchets ménager



Fait à Beni, le 09/01/2021